

POMME DE TERRE

Vers l'importation de 80 000 tonnes

Quelque 80 000 tonnes de pommes de terre pourraient être importées durant les prochaines semaines, en attendant la récolte d'arrière-saison.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, reconduit récemment dans ses fonctions, a laissé entendre, hier, invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale.

Certes, Rachid Benaïssa, qui a inauguré la rentrée radiophonique de notre consœur Souhila El Hachemi, a indiqué que c'est aux professionnels de la filière, réunis au sein du Conseil interprofessionnel, de trancher définitivement cette question «en fonction de l'évolution de la situation».

Comme le ministre a précisé que cette importation, si confirmée et à charge d'être de «qualité» et confiée à des importateurs reconnus, ne serait que «conjoncturelle», limitée dans le temps et ne devant pas dépasser un maximum de 2% de la production actuelle (4 millions de tonnes par an). Soit 80 000 tonnes de pommes de terre qui pourraient être importées en «appoint» en vue de prévenir toute rupture et contrecarrer la spéculation. Et ce, d'autant que les quantités disponibles, produites notamment à Aflou et à Sedrata, cou-

vrent la période actuelle (les mois de septembre et octobre) en attendant la récolte d'arrière-saison prévue dès le mois de novembre.

A ce propos, il relève que les stocks, tant ceux gérés par la société publique Proda que par les opérateurs privés, sont maîtrisés a contrario de ceux en hors circuit.

Néanmoins, le choix de cette option contredit les prévisions faites de manière «euphorique» par le directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) qui a, en juin dernier, écarté de manière catégorique le recours à l'importation. Et cela même si Rachid Benaïssa s'est refusé à disqualifier complètement ce responsable, estimant que ces prévisions étaient pertinentes alors.

A cause de retards dans la production

Or, le choix de recourir à l'importation s'explique maintenant, selon le ministre de l'Agriculture, par le fait que la production de pommes de terre a subi des «retards» de plantation et de récolte à cause de plu-



Photo : Samir Sid

L'importation du tubercule ne serait que conjoncturelle.

sieurs facteurs. Récurrents au demeurant dans la rhétorique de Rachid Benaïssa, les facteurs à l'origine de ces retards concernent, outre l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole et le mois de Ramadan, les fortes chaleurs subies durant cette période estivale. Et cela même le ministre de l'Agriculture réfute l'existence d'un manque d'anticipation ou

de planification, affirmant que son département ainsi que l'ensemble des professionnels sont prêts à toutes les éventualités.

Comme Rachid Benaïssa semble minimiser l'ampleur de la spéculation. Ainsi, les prix du tubercule oscillent actuellement autour des 70 DA le kilogramme sur les marchés. Toutefois, le ministre de l'Agriculture obser-

ve que ces prix varient dans une fourchette de 35 à 50 DA le kilogramme, et c'est dans cette fourchette que les prix de la pomme de terre importée devraient fluctuer, selon l'hôte de la Chaîne III.

En ce sens, Rachid Benaïssa a indiqué que les importateurs concernés se sont engagés à ce que cette denrée soit commercialisée au «prix coûtant». Abordant, par ailleurs, la question de la céréaliculture, le ministre de l'Agriculture table sur une récolte prévisionnelle de 52 à 54 millions de quintaux en 2012, dans le contexte de canicule et de la dévastation de plusieurs plantations en raison des incendies. Et donc en deçà des 55 millions de quintaux prévus initialement. Et cela dans le contexte où l'importation de blé dur et tendre notamment se poursuivra de manière soutenue, même si des efforts ont été déployés en vue de développer la production de céréales et d'assurer la sécurité alimentaire du pays.

Dans ce cadre, Rachid Benaïssa a assuré que la mise en œuvre du Programme national de renouveau agricole a toujours été conforme aux critères de rationalité et de gestion prudente des finances publiques.

C. B.

**LES ÉLÈVES ONT REGAGNÉ
HIER LES ÉCOLES**

Un nouveau ministre pour un secteur sous tension

C'était le grand jour hier, pour les huit millions d'élèves inscrits dans les trois cycles de l'enseignement. Parés de leurs plus beaux atours, ils ont rejoint leurs classes respectives, entamant ainsi une nouvelle année scolaire. Cette dernière se fera inévitablement sous le signe de la surcharge des classes et des programmes, mais aussi des revendications des personnels du secteur qui restent en attente.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Dès les premières heures de la matinée, les enfants, seuls ou accompagnés de leurs parents, se sont dirigés vers les établissements scolaires.

Les quartiers étaient animés par une joyeuse cacophonie, avant que les rues ne se vident de nouveau, dès 8 h 30 et après la rentrée des classes. Les quartiers de la capitale ont vécu ainsi une journée particulière, faite de pleurs des nouveaux inscrits, des cris de joie des amis qui se retrouvent mais aussi des émotions des parents, qui stressent inévitablement chaque année à la même période. Ces derniers redoutent les difficultés rencontrées au cours de l'année scolaire précédente, surtout pour ce qui est de la surcharge des programmes mais aussi des classes pour le cycle secondaire.

La problématique des parents, surtout ceux qui travaillent, est aussi la pause de 11h15 mn à 13 h. Ceci du fait que les cantines scolaires ne sont pas ouvertes dans tous les établissements et même si elles sont disponibles, les chefs d'établissement refusent de garder les élèves. Ils justifient cette décision par le fait qu'ils ne disposent pas du personnel adéquat pour encadrer et surveiller les élèves lors de la pause.

La rentrée, cette année, se fait aussi avec une donnée majeure, puisque Boubekeur Benbouzid, qui a pris en charge le secteur pendant près de quatorze ans, a été remplacé la semaine dernière par Abdellatif Baba Ahmed avec le changement du gouvernement. Ce dernier devra composer avec les problématiques qui minent le secteur mais aussi avec les revendications syndicales, mises en veilleuse pendant les vacances scolaires. Il a annoncé hier, lors de l'ouverture officielle de l'année scolaire, que huit lycées seront réceptionnés dans les trois prochains mois dans les wilayas qui souffrent de la surcharge des classes dans les établissements.

La livraison de ces infrastructures ne suffira pas, toutefois, à «aérer» les classes tous paliers confondus, puisque actuellement rares sont les salles où le nombre d'élèves ne dépasse pas les 26, et ce surtout dans les grandes villes.

Pour leur part, les syndicats, selon leurs représentants, disent attendre et voir venir avec l'installation d'un nouveau ministre à la tête du département. Ceci d'autant que lors de sa sortie d'hier, le ministre a annoncé une rencontre prochaine avec les organisations syndicales du secteur en vue de passer en revue les revendications des travailleurs du secteur.

F-Z. B.

**LA JUSTICE RECOURT DE PLUS EN PLUS
À LA CRIMINALISTIQUE**

La preuve scientifique s'impose face à l'aveu oral

Durant le premier semestre 2012, la justice algérienne a eu recours à l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) de la Gendarmerie nationale plus que durant toute l'année 2011. L'efficacité de la preuve scientifique gagne du terrain face à l'aveu oral, d'autant plus que la Gendarmerie nationale vient d'élucider, à Zéralda, une affaire criminelle d'une grande complexité grâce à l'expertise de l'INCC.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Officiellement opérationnel depuis 2009, l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) de la Gendarmerie nationale est sur le point de devenir incontournable dans la résolution des affaires criminelles les plus complexes, dont seule l'apport de la science permet de remonter à la source. Durant sa première année, l'INCC n'a débuté que timidement avec 230 analyses effectuées avant de multiplier ce nombre d'expertises en enregistrant 12 391 analyses rien que durant les six premiers mois de l'année en cours.

Constitué de 135 analystes dont 99 experts judiciaires tous assermentés, 31 laboratoires de criminalistique et 18 autres de criminologie ainsi qu'un mini-laboratoire monté sur véhicule, l'INCC, qui est installé à Bouchaoui, à l'ouest de la capitale, sur une superficie de 16 700 m², assiste, conseille et réalise des expertises pour presque l'ensemble des institutions de l'Etat. Il s'agit, entre autres, de la justice, de la DGSN, du MDN, de l'enseignement supérieur, de la culture, de l'Industrie et les Mines, les finances et l'environnement. Même si son intervention reste essentiellement axée, selon bien entendu la demande, sur le secteur de la justice et les services de sécurité publique. Dans beaucoup de pays développés, la preuve scientifique est devenue la seule pièce à conviction étant donné que le temps de l'aveu oral est révolu. En Algérie, la culture de l'expertise scientifique dite criminalistique est encore loin d'être ancrée dans l'usage général. Même si la justice algérienne commen-

ce à en avoir recours plus souvent. Durant toute l'année 2011 la justice algérienne a sollicité l'institut sur 85 affaires, alors que rien que durant le premier semestre 2012, elle leur a soumis pas moins de 103 dossiers à analyser. Le colonel Messaoud Abderahmane, directeur général de l'INCC, qui a organisé hier une conférence de presse, a formulé le souhait de voir les professionnels du droit pénal et les auxiliaires de justice recourir de plus en plus à l'expertise scientifique, de même qu'il a fait savoir que les citoyens victimes d'un cambriolage, d'un incendie ou autres formes d'actes criminels, ont le droit d'exiger des enquêteurs dépêchés sur les lieux une procédure scientifique. «Il est temps d'inculquer la culture de la preuve matérielle, à savoir la criminalistique et la criminologie, afin de renforcer l'édification de l'Etat de droit», a-t-il souligné.

L'impossible affaire de Zéralda

L'une des affaires qui a fait le plus scandale durant cet été est sans doute

celle de Zéralda quand les éléments de la Gendarmerie nationale ont découvert le 4 août 2012, deux corps décomposés et sans tête dans des sacs poubelle. Les parties des deux corps avaient été éparpillées à travers deux endroits différents. A première vue, l'affaire était impossible à résoudre d'autant plus que même après l'identification des deux victimes, leurs répertoires téléphoniques auxquels la gendarmerie a eu accès à travers les services des télécommunications, comportait des milliers d'appels. Il est à préciser qu'aucune pièce d'identité ou téléphone portable n'ont été retrouvés sur la scène du crime. Mais avant tout cela, il était primordial de retrouver les deux têtes ensuite les domiciles des deux victimes.

Grâce à l'expertise scientifique de l'INCC, les deux têtes ont été retrouvées et les deux victimes identifiées, à savoir un avocat et un entrepreneur, avant de remonter à la source grâce à des prélèvements identiques que les analystes de l'institut ont retrouvé dans plusieurs lieux suspects.

Les preuves étaient trop évidentes pour laisser à l'auteur du crime une quelconque issue, puisque le 28 août, soit 20 jours après, il a été arrêté. Il s'agit d'un plombier qui avait un différend avec les deux victimes.

M. M.

**LE CAMION S'EST RENVERSÉ
DANS UN VIRAGE**

36 quintaux de kif découverts à Béchar

Les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale d'Igli, dans la wilaya de Béchar, qui sont sortis ce samedi à minuit constater sur la RN 6 un accident mortel sont tombés sur plus de 36 q de kif traité.

Il s'agit, en effet, d'un camion Isuzu qui roulait à vive allure et qui s'est renversé dans un virage. Deux individus étaient à bord et sont décédés sur le coup.

La drogue était dissimulée dans une grande quantité de pomme de terre. Une enquête a été ouverte sur-le-champ.

M. M.